

# S'immiscer dans l'œuvre divine

Prendre des mesures préventives face aux catastrophes naturelles relevait autrefois de l'hérésie. L'histoire de la prévoyance et des assurances montre cependant que la lutte contre les risques naturels a aussi renforcé la confiance dans l'État – tout en affaiblissant la responsabilité individuelle et la conscience des dangers. *Nicolai Hannig*

**Abrégé** La crise du coronavirus a mis en évidence l'importance de la prévoyance. Dans le meilleur des cas, celle-ci peut empêcher – ou du moins atténuer – la souffrance et les dégâts. Mais elle peut également devenir source de conflits si les individus la trouvent excessive ou absurde. L'importance de la prévoyance n'est toutefois pas nouvelle pour notre société. Elle a connu au contraire une longue histoire mouvementée. La prévoyance ne s'est pas concentrée uniquement sur les épidémies et la lutte contre ces dernières. Ce sont surtout les catastrophes naturelles qui l'ont fait progresser et qui ont fait apparaître de nouvelles idées.

Porter un masque de protection dans le bus ou se désinfecter les mains avant d'entrer dans un supermarché ne sont que deux exemples illustrant à quel point la prévoyance est actuellement présente dans notre vie quotidienne. Pourtant, la prévoyance (c'est-à-dire le fait de prendre des mesures préventives pour atténuer le risque d'éventuels sinistres) n'est pas apparue avec la pandémie de coronavirus. Son histoire est aussi ancienne que celle de l'humanité.

Les hommes ont constamment dû affronter des dangers et ont donc mis au point des stratégies pour les écarter. Les mesures préventives ont toujours semblé prometteuses, car elles entretenaient l'espoir qu'on pourrait empêcher les dommages à l'avance. On se préparait donc dans le présent à affronter les dangers futurs comme les guerres, les épidémies, les accidents ou les catastrophes. Les assurances contre la pauvreté et le chômage sont venues s'y ajouter plus récemment. On espérait ainsi prévenir ces fléaux.

Si ces parades nous semblent aujourd'hui évidentes, elles n'ont pas toujours été bien perçues. Au Moyen-Âge, elles étaient souvent considérées comme hérétiques, parce qu'elles s'immisçaient dans l'œuvre divine et sapaient la Providence. On trouve cependant dès cette époque de nombreux cas où les hommes ne se résignaient pas entièrement à leur sort et ne s'en remettaient pas uniquement à la prière, mais cherchaient activement à modeler l'avenir. Cela concernait fréquemment les dangers naturels, les inondations, les éboulements et les événements extrêmes, qui faisaient partie de la vie quotidienne. Jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, cependant, les interven-

tions en milieu naturel visant à écarter les dangers restaient isolées.

## L'euphorie des nouvelles technologies

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'industrialisation et la formation des États modernes changent la donne. Les catastrophes naturelles sont vues comme un frein à l'essor économique et les combattre est synonyme de progrès. Prévenir ces dangers peut en outre renforcer le tissu national et la confiance dans l'État. C'est également le cas en Suisse : malgré leur forte charge conflictuelle, de grands chantiers comme la correction de la Linth ont surtout eu une vertu unificatrice et symbolisé le pouvoir humain d'aménager une nature perçue comme sauvage. Il s'agissait de gigantesques projets de prévoyance censés écarter les risques d'inondations. Ils monnayaient en même temps les cours d'eau sous forme d'emprunts, intensifiaient le trafic fluvial et créaient des aires cultivables.

À la même époque, les beaux-arts, la musique, la littérature et les spectacles de foire découvraient dans les catastrophes naturelles un sujet populaire suscitant une véritable fascination. Des artistes célèbres comme William Turner ou Philip James de Loutherbourg les ont peintes sous des traits à la fois repoussants et attirants. Ils ont rendu des événements extrêmes comme les inondations ou les tremblements de terre accessibles à de larges milieux et permis à ces événements de recevoir une plus grande attention sociale.

La prévention technique, sous forme de corrections fluviales ou d'ouvrages pare-

avalanches, a fait école et connu un rapide succès. De nombreux dégâts mineurs comme les pertes de récoltes, les inondations de caves ou les destructions de toits ont diminué. Des maladies comme la malaria et le choléra ont été contenues. Pourtant, l'élimination complète des dangers naturels que l'on s'était promise à long terme s'est fait attendre. Cela tenait en partie aux nouvelles envies que la diminution des risques a suscitées : les individus s'établissaient plus près des cours d'eau et concentraient toujours plus de valeurs patrimoniales dans des régions à risque.

Or, le sentiment de sécurité que la prévention technique avait suscité était trompeur. Une inondation survenue juste après la correction d'un cours d'eau causait souvent davantage de dégâts qu'une douzaine de crues auparavant. Un sentiment de frustration pouvait en outre se manifester si les calculs et prévisions des spécialistes de la prévention se révélaient faux. Cela s'est notamment produit lors des incidents survenus au Kilchenstock, au-dessus du village de Linthal (GL), évacué plusieurs fois en 1924 et où l'on avait érigé de grands ouvrages de protection, mais où la catastrophe attendue – l'effondrement de la montagne – ne s'est pas produite.

## Les assurances flairent la bonne affaire

La possibilité de tirer profit de ces problèmes de prévoyance a attiré des acteurs déjà bien connus au début du XX<sup>e</sup> siècle : les compagnies d'assurances. Leur modèle d'affaires consistait à proposer une compensation financière en cas de sinistre. Contrairement à la prévoyance technique connue jusque-là, elles ne cherchaient pas à empêcher le danger naturel en tant que tel, mais amortissaient après coup le dommage économique causé.

Le secteur s'était longtemps montré réservé, limitant son champ d'action aux incendies et à la grêle. Les autres dangers naturels comme les inondations ou les tremblements de terre semblaient incalculables et

leurs dégâts beaucoup trop élevés. Ce n'est que vers 1900 qu'un nouveau marché s'est profilé, lorsque des réassureurs comme Swiss Re et Munich Re se sont aventurés sur ce terrain en coopération avec les assureurs directs et les autorités publiques.

Le secteur a profité des exigences suscitées par la prévention technique. Il a également pu exploiter les nouvelles connaissances des sciences naturelles et de l'ingénierie pour calculer plus exactement ses primes, point sur lequel des initiatives antérieures avaient toujours échoué. Il n'y avait alors guère de statistiques exploitables et de connaissances fondées permettant de déduire la probabilité d'inondations ou de tremblements de terre.

Les affaires n'ont toutefois décollé que lentement malgré ce nouvel élan, le cumul des risques y étant moins avantageux que dans la plupart des autres domaines. Les habitants de régions non fluviales ou non sismiques ne contractaient en effet pas de police et les assureurs couraient le danger de ne récolter que les mauvais risques. Un seul sinistre, comme le tremblement de terre de San Francisco de 1906, pouvait suffire à ruiner des entreprises entières.

Dans de nombreuses régions, dont la plupart des cantons suisses, les autorités ont donc introduit des assurances obligatoires contre les dégâts naturels, garantissant ainsi une répartition plus large des risques. Une autre solution a consisté à progresser sur les marchés internationaux et à n'y assurer que des objets isolés (rangées de maisons, ponts, usines, etc.) pour obtenir une répartition générale.

## Mesurer l'incertitude

Il serait cependant simpliste de réduire le secteur des assurances à la seule compensation financière des sinistres. Son influence sur le marché moderne de la prévoyance a été beaucoup plus vaste. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, de grandes sociétés comme Swiss Re se sont transformées en prestataires de services d'un nouveau genre en perfectionnant et en commercialisant leur expertise en matière de dangers naturels. Elles ont fondé leurs propres services de recherche et racheté des entreprises spécialisées pour modéliser

ce qui était auparavant impossible à calculer. La nature devenait enfin prévisible.

La fin du XX<sup>e</sup> siècle a vu apparaître des experts en climat, en catastrophes et en risques qui n'étudient pas seulement la nature, mais également le comportement humain avant, pendant et après une catastrophe. De leur point de vue, l'homme est la clé qui rendra les sociétés modernes résilientes. Tout comme le mouvement écologique, ils évoquent la responsabilité de l'homme envers la planète en soulignant que c'est avant tout le manque de volonté de « l'homo oeconomicus » de s'adapter, le pillage des ressources naturelles et les multiples interventions fatales dans le cycle de la nature qui aggravent les dangers. Les statistiques montrent en effet très nettement que les coûts des dommages n'ont cessé de croître durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le fait que l'on s'assure davantage n'est pas seul en cause : les dommages macroéconomiques ont globalement augmenté, parce que les conditions environnementales se sont modifiées du fait du changement climatique et les infrastructures des sociétés modernes sont devenues toujours plus sensibles aux catastrophes à cause de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la croissance démographique.

## Des effets collatéraux indésirés

Les individus ont « désappris » les comportements protecteurs face aux dangers naturels – et même face à toutes les menaces extérieures – au fur et à mesure que le marché de la prévoyance des catastrophes se complexifiait, avec tous ses experts, ses autorités et ses entreprises. C'est ce qu'illustre notamment la pandémie de coronavirus. Dans les États modernes, la responsabilité individuelle en matière de prévoyance est en effet presque intégralement déléguée. En Europe, principalement, les gouvernements misent plutôt sur les interdictions et les amendes, les réserves officielles d'urgence et les services de protection contre les catastrophes. En même temps, la plupart des catastrophes naturelles telles les épidémies sont perçues comme des événements exceptionnels – ce qu'elles ne sont pourtant pas. Un coup d'œil

sur l'histoire montre qu'elles ont constamment accompagné l'humanité.

Les conquêtes de l'ère moderne (que ce soit la prévention technique ou la prévoyance prudentielle) sont devenues un piège fatal pour l'humanité. D'une part, une prévoyance heureuse peut aboutir à ce que le danger contre lequel elle était dirigée disparaisse des consciences, surtout si l'on n'est pas responsable soi-même de s'assurer. Des critiques peuvent ainsi se manifester rapidement si certaines mesures sont jugées exagérées, alors même qu'elles veillent à la résolution du danger. Les vaccins font par exemple non seulement disparaître les maladies contre lesquelles ils sont dirigés, mais également la conscience du danger qu'elles représentent. Une lassitude vis-à-vis des vaccins peut alors se répandre rapidement. En d'autres termes, plus un programme de vaccination a de succès, plus la probabilité que les gens le considèrent comme inutile augmente.

D'autre part, la prévoyance peut elle-même causer des dommages potentiellement plus importants que le danger qu'elle était censée écarter. Les corrections de cours d'eau effectuées au XIX<sup>e</sup> siècle ont par exemple accéléré les débits, ce qui a engendré un risque plus élevé de crue en aval. On observe le même phénomène lors de l'actuelle épidémie : les confinements menacent les liens sociaux, le monde du travail et l'économie. Quiconque s'assure doit donc évaluer et assumer de nouveaux risques susceptibles d'entraîner des récessions et des crises politiques ou sociales. Calculer ces dangers est peut-être le problème le plus urgent et en même temps le défi le plus difficile à relever.



**Nicolai Hannig**

Professeur d'histoire contemporaine,  
Institut d'histoire, université technique de  
Darmstadt (Allemagne)